

CENTRE ANTIPHOISONS ET DÉPENSES DE SANTÉ

En Belgique le Centre Antipoisons accepte les appels du public. Ce n'est pas le cas dans tous les pays: au Royaume Unis et aux Pays-Bas, seuls les professionnels de santé peuvent faire appel au Centre Antipoisons. Le Centre belge joue donc un rôle social important en étant au service de la population: 78% des appels proviennent du public.

Il y a un Centre Antipoisons pour 11 millions d'habitants en Belgique.

En Suède, le Centre Antipoisons couvre une population d'un peu moins de 9 millions d'habitants et travaille avec 30 médecins et pharmaciens. Le Centre Antipoisons belge fonctionne avec moins de la moitié de ces moyens humains: 13 médecins et un pharmacien.

Aux Etats-Unis, il y a cinquante-sept Centres Antipoisons pour 314 millions d'habitants soit environ 5,5 millions de personnes par centre.

Une étude américaine récente, réalisée par « The Lewin Group », a examiné l'impact d'un Centre Antipoisons sur le coût global des soins de santé. Quatre constats peuvent être tirés de cette étude quant aux rôles joués par un Centre Antipoisons :

- Réduction de l'utilisation des services médicaux
- Réduction des frais médicaux au travers de la prévention et de la formation
- Gain de productivité par la réduction des journées de travail perdues
- Réduction des frais de prise en charge hospitalière.

Sur la base de cette étude, le Centre Antipoisons a tenté d'évaluer le rôle qu'il peut jouer dans la réduction des hospitalisations et les économies qui pourraient en résulter.

Le Centre Antipoisons a recherché le nombre de séjours hospitaliers en 2010 suite à une intoxication et le coût de ces séjours. Une réponse à cette question permet d'évaluer l'impact économique potentiel du Centre Antipoisons en terme d'hospitalisation.

Le nombre moyen de jours d'hospitalisation dus à une intoxication oscille entre 5,3 et 6 jours. Entre 2010, cela a représenté un coût de 37 millions d'euros.

La littérature existante estime que l'action d'un Centre Antipoisons permet de réduire la durée d'hospitalisation d'un jour, soit une économie potentielle de 7,1 millions d'euros pour 2010.

En regard de la subvention de 1,9 millions d'euros octroyée par le SPF Santé Publique au Centre Antipoisons en 2010 et payée par la Loterie Nationale, le retour sur investissement apparaît clairement.